France-Palestine. Trente militants manifestent devant la sous-préfecture

7 juillet 2014

Samedi, l'association France-Palestine solidarité Trégor a déposé une motion dans la boîte aux lettres de la sous-préfète. Samedi, de 11 h à 11 h 45, une trentaine de militants de l'association France-Palestine solidarité Trégor ont manifesté symboliquement devant la sous-préfecture. Sophie Yannou-Gillet étant absente, une motion demandant à la France « de sortir de son silence complice » a été déposée dans la boîte aux lettres de la représentante de l'État. Dénonçant la procédure « de détention administrative en vigueur dans les territoires occupés d'Israël », « choqué et préoccupé » par la réaction des autorités israéliennes à la suite « de l'enlèvement et l'assassinat de trois jeunes colons juifs le 12 juin dernier », le collectif demande au gouvernement plusieurs choses. Tout d'abord de « faire pression sur l'État israélien pour que cesse immédiatement l'agression que subit le peuple palestinien depuis maintenant trois semaines, pour que soit mis fin à l'arbitraire de la détention administrative, et pour qu'enfin Israël respecte le droit international ». Ensuite, l'AFPS demande au gouvernement de « s'engager clairement au niveau international sur tous ces points, notamment en appuyant la démarche palestinienne de saisie du conseil de sécurité de l'ONU ».